

**Etablissement public territorial  
PARIS TERRES D'ENVOL**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de membres en exercice : 72

**DECISION DU PRESIDENT**

**DU 18 JUILLET 2018**

Le président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE DIX-HUIT, LE DIX-HUIT JUILLET  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°20 – FINANCES – SUPPRESSION DE LA REGIE D'AVANCES POUR LES MENUES DEPENSES DE GESTION  
COURANTE DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL**

**Le président,**

**Vu** l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,  
**Vu** l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au président,  
**Vu** le décret n°2015-1660 du 11 décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol,  
**Vu** le décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment son article 22,  
**Vu** le décret N° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret N°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,  
**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,  
**Vu** l'arrêté ministériel en date du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des établissements publics nationaux et au montant du cautionnement imposé à ces agents,  
**Vu** l'instruction codificatrice N° 06-031-A-B-M en date du 21 avril 2006 définissant les dispositions concernant les régies de recettes, les régies d'avances et les régies de recettes et d'avances des collectivités et établissements publics locaux,  
**Vu** la délibération de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol en date du 11 janvier 2016 par laquelle le conseil territorial a délégué ledit jour, à son président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions pour créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du territoire,  
**Vu** la décision n°16 du 17 mars 2016 créant une régie d'avances pour les menues dépenses de gestion courante de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol.

**Considérant** l'activité insuffisante de cette régie,

**DÉCIDE**

**Article 1** De supprimer la régie d'avances pour les menues dépenses de gestion courante de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol à compter du 1<sup>er</sup> août 2018.

**Article 2** Le Président et le Comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Accusé de réception en préfecture  
093-200958097-20180718-20-18-03-2018-AU  
Date de télétransmission : 30/07/2018  
Date de réception préfecture : 30/07/2018

**Article 3** Ampliation de la présente décision sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis,
- Madame le Comptable public assignataire de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol

**Article 4** Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du conseil de territoire

**Pour extrait conforme**

Le président  
**Bruno BESCHIZZA**

